

url : <http://ugtg.org/spip.php?article510>

MÃ©moire des luttes : Naissance d'un syndicalisme de rupture

- La Centrale UGTG - MÃ©moire des luttes -

Date de parution : 1er aoÃ»t 2008

Date de mise en ligne : mercredi 3 juillet 2013

Mis Ã jour le : mercredi 3 juillet 2013

UGTG.org

Les mois et les annÃ©es qui suivirent les massacres des 26 & 27 mai 1967 furent marquÃ©s par une longue lâ©thargie du Mouvement syndical qui avait carrÃ©ment sombrÃ© dans lâ©uros"oisivetÃ© sociale et la dÃ©mission intellectuelle. Toutefois un petit groupe de militants du GONG se constitue derriÃ¨re deux hommes : "Jean" & "Max"...

Fin des annÃ©es 60 : Un paysage social morose

A la veille des Ã©vÃ©nements de Mai 1967, le Mouvement Syndical en Guadeloupe se caractÃ©rise par une grande faiblesse, une profonde division et des dirigeants totalement discrÃ©ditÃ©s aux yeux des masses. Seule une poignÃ©e d'Ã©lÃ©ments rÃ©volutionnaires tentent Ã l'intÃ©rieur des syndicats rÃ©formistes de mobiliser les travailleurs, plus sur un idÃ©al de justice qu'autour d'axes revendicatifs.

Le dÃ©veloppement des idÃ©es anti-assimilacionnistes se fait d'abord au sein des milieux intellectuels en France (AGEG), qui revenant en Guadeloupe s'engagent dans un travail d'agitation et de propagande politique. AxÃ© autour de l'idÃ©e d'indÃ©pendance nationale et de rÃ©volution nationale dÃ©mocratique, ce travail sera trÃ©s lent Ã pÃ©nÃ©trer les masses travailleuses et le mouvement syndical.

Lorsqu'en Mars 1967, Ã Basse-Terre, le commerÃ§ant SRINSKY lâ©cha son chien sur un cordonnier handicapÃ©, la ville s'enflamma spontanÃ©ment. La population de Basse-Terre se rÃ©volta, mit le feu dans certains Ã©tablissements commerciaux et rÃ©clama vengeance [1]. Au delÃ , c'est tout le mÃ©contentement qui s'exprimait par une exigence de justice, de travail et de mieux-Ãªtre. La classe politique ne comprit pas le message et continua dans son train-train Ã s'agenouiller devant le pouvoir colonial. L'Etat colonial lui rÃ©pondit par la rÃ©pression et renforÃ§a son systÃ©me judiciaire et policier : d'autres troupes de gendarmes mobiles et de militaires anti-Ã©meute affluÃ¨rent en Guadeloupe dans les semaines qui suivirent.

En mai de la mÃªme annÃ©e, les ouvriers du BÃ¢timent se mirent en grÃ©ve pour exiger de leurs patrons une augmentation de salaire de l'ordre de 2%. DÃ©clenchÃ©e officiellement par deux organisations syndicales - La **FraternitÃ© OuvriÃ¨re** (syndicat autonome dissident de la CGT) et la **CGT** elle mÃªme - la grÃ©ve fÃ©t totale dans le BÃ¢timent et rapidement prise en main par les travailleurs eux-mÃªmes. L'ultime nÃ©gociation eÃ©t lieu Ã la CCI de Pointe-Ã Pitre, sise alors Place de la Victoire. Tout bascula lorsque le PrÃ©sident de la FÃ©dÃ©ration Patronale du BÃ¢timent dÃ©clara que "lorsque les ouvriers du BÃ¢timent auront faim ils reprendront le travail". C'Ã©tait donc lâ©chec des nÃ©gociations. La foule des manifestants qui avait considÃ©rablement grossi depuis le dÃ©but de la matinÃ©e vit alors les forces spÃ©ciales concentrÃ©es dans la cour de la Sous PrÃ©fecture se dÃ©ployer, les encercler et quadriller simultanÃ©ment toute la ville. Un coup de feu Ã©tait tirÃ© par un des Ã©lÃ©ments des forces spÃ©ciales, provoquant la mort de Jacques NESTOR et donnant le signal de deux jours de massacres. Ce furent 87 GuadeloupÃ©ens (chiffre annoncÃ© 17 ans aprÃ©s par le Ministre des DOM) qui furent froidement abattus, plusieurs centaines qui furent blessÃ©s par balles, et plus de 200 arrestations et incarcÃ©rations. Les procÃ©s qui suivirent tant Ã Pointe Ã Pitre qu'Ã Paris eurent un retentissement international [2].

C'est ainsi que l'Etat franÃ§ais noya dans le sang le mouvement de grÃ©ve des ouvriers du bÃ¢timent en utilisant le mÃ©contentement des travailleurs pour dÃ©capiter un Mouvement RÃ©volutionnaire qu'il craignait. C'en Ã©tait donc pour l'Etat fini et du GONG et de toute vellÃ©itÃ© de remettre en cause l'ordre colonial Ã©tabli. La peur nÃ©e de l'esclavage des nÃ©gres remontait subitement Ã la surface et serrait Ã la gorge chaque GuadeloupÃ©en.

[{JPEG}] Les choses semblaient avoir basculÃ© dans l'autre sens. Le mouvement syndical ne rÃ©alisait ni l'ampleur ni la gravitÃ© des Ã©vÃ©nements qu'il venait de subir ; et se montrait incapable d'en tirer le moindre enseignement. Les militants de ce mouvement de masse pour la plupart jeunes et inexpÃ©rimentÃ©s rentrÃ©rent chez eux et reprirent le travail avec amertume. Quant aux dirigeants syndicaux, ils reprirent tranquillement leurs pratiques rÃ©formistes comme si rien ne s'Ã©tait passÃ©.

Le mouvement syndical rentra dans l'anonymat et l'indiffÃ©rence. Et pourtant un profond sentiment d'injustice mÃ©lÃ© Ã© de la haine vis Ã© vis du "Blanc" et du colonisateur se dÃ©veloppait dans le coeur de chacun et notamment des jeunes ; mais c'Ã©tait dÃ©sormais le rÃ©gne de la peur et des sentiments refoulÃ©s.

Les mois et les annÃ©es qui suivent les massacres des 26 & 27 mai 1967 sont marquÃ©s par une longue lÃ©thargie du Mouvement syndical qui sombre carrÃ©ment dans l'oisivetÃ© sociale et la dÃ©mission intellectuelle. Le mouvement rÃ©volutionnaire lui s'enlise dans d'obscures querelles et divisions internes : Le GONG ne survivra pas aux Ã©vÃ©nements de 1967 et au procÃ©s de 1968.

DÃ©but des annÃ©es 70 : Naissance d'un syndicalisme de rupture

[{JPEG}] Toutefois un petit groupe de militants du GONG se constitue derriÃ©re deux hommes : "Jean" & "Max" ...

Deux hommes vivant dans la clandestinitÃ© en Guadeloupe ; depuis 1967 pour Jean, qui, recherchÃ© aprÃ©s les massacres de Mai, avait refusÃ© de se rendre et Ã©tait condamnÃ© par contumace Ã© trois ans de prison ; et depuis 1969 pour Max, portÃ© d'assesseur en 1961 pour avoir refusÃ© de faire la guerre d'AlgÃ©rie dans les rangs de l'armÃ©e franÃ§aise. Max s'Ã©tait d'ailleurs engagÃ© dans les rangs du F.L.N. AlgÃ©rien pendant la guerre et avait ensuite clandestinement regagnÃ© la Guadeloupe en 1969 aprÃ©s Ã©tre passÃ© par Cuba oÃ¹ il a sÃ©journÃ© quelques mois avec sa famille.

Ce noyau rÃ©volutionnaire qui s'appellera plus tard "Les dÃ©missionnaires du GONG", traquÃ© par la police, entreprend un travail de longue haleine consistant en d'abord Ã© mener la rÃ©flexion et Ã© faire le bilan de toutes les expÃ©riences des luttes GuadeloupÃ©ennes de [IGNACE](#) & [DELGRES](#) (1802) Ã© [Mai 1967](#).

La Guadeloupe du dÃ©but des annÃ©es 70 se caractÃ©rise par une forte domination des usiniers et des gros propriÃ©taires fonciers sur l'ensemble de la sociÃ©tÃ©. L'Ã©conomie de plantation axÃ©e autour de la canne et de la banane contrÃ©lÃ©e par un petit groupe de capitalistes franÃ§ais et une cinquantaine de gros bÃ©nÃ©ficiaires constituait le pilier du systÃ©me colonial franÃ§ais en Guadeloupe.

L'Etat Gaulliste s'Ã©tait transformÃ© en appareil de coercition dirigÃ© contre la grande majoritÃ© de la population GuadeloupÃ©enne.

Sur le plan international, c'est le dÃ©but de la construction europÃ©enne et la France y joue un rÃ´le essentiel. A son insu et au mÃ©pris de ses intÃ©rÃªts spÃ©cifiques, la Guadeloupe est intÃ©grÃ©e de force par la France dans la CommunautÃ© EuropÃ©enne.

Dans le mÃªme temps, galvanisÃ©s par les succÃ©s remportÃ©s par le FNL Vietnamien contre les AmÃ©ricains, les

peuples du Tiers-Monde s'engagent résolument dans la lutte de Libération Nationale. La révolution chinoise et les thèses défendues par MAO TSE TOUNG, s'inscrivent en modèle universel inspirant l'ensemble du mouvement révolutionnaire international. Les révolutionnaires Guadeloupéens, sans pour autant créer un mouvement de type Maoïste, s'inspirent du modèle chinois, issu du milieu paysan, s'agissant notamment de l'approche méthodologique de l'enquête et des techniques de pénitration des milieux paysans en Guadeloupe.

En l'absence de combat idéologique et politique en Guadeloupe, le Groupe des DÃ©missionnaires du GONG, s'appuie sur le travail fait dans le milieu des Ã©tudiants regroupÃ©s au sein de l'AGEG. Des liens solides s'Ã©tablissent entre ces deux mouvements et les Ã©changes deviennent systÃ©matiques au point que l'AGEG devient le principal vivier d'oÃ¹ sortent la plupart des cadres du groupe des "DÃ©missionnaires du GONG". Etudiant & Jeune militant de l'AGEG Ã ce moment lÃ , celle-ci propose Ã Rosan MOUNIEN de rentrer en Guadeloupe pour contribuer au travail RÃ©volutionnaire de l'Ã©poque. Il accepte avec enthousiasme, "sans se douter un seul instant que j'allais rencontrer deux hommes (Max et Jean) qui feraient basculer ma vie dans un univers que je n'avais au fond jamais imaginÃ©".

[\[JPG\]](#) Les deux leaders du groupe des "DÃ©missionnaires" (Max & Jean) avaient pris le parti de s'engager dans la recherche de la connaissance de la situation profonde des ouvriers et paysans de ce pays. Pour ce faire, ils vont pendant plusieurs mois travailler (en coup de main) et vivre avec ceux qui sont les plus dÃ©munis mais qui dÃ©gagent une force spirituelle considÃ©rable. C'est alors qu'ils dÃ©cident de mener une enquÃ©te approfondie sur la situation Ã©conomique et sociale, sur le mode de vie et sur les expÃ©riences de lutte des ouvriers et paysans de toute la rÃ©gion de Sainte-Rose.

Ce travail dure plus de 6 mois et, aprÃ©s la phase de bilan, il aboutit le 12 dÃ©cembre 1970 Ã la crÃ©ation d'une organisation regroupant les ouvriers agricoles et les paysans pauvres : L'Union des Travailleurs Agricoles, L'UTA.

Une semaine aprÃ©s sa crÃ©ation, l'UTA se retrouve Ã la tÃªte d'un mÃ©contentement paysan Ã l'usine de Bonne-MÃ©re Ã propose du paiement de la ristourne [3] de fin de campagne habituellement payÃ©e aux petits planteurs et aux colons partiaires [4] sur les cannes livrÃ©es en cours de rÃ©colte. C'est donc en 1970 que le mode de paiement de la canne Ã la richesse saccharine Ãtait appliquÃ©e pour la premiÃ©re fois ; et pour la premiÃ©re fois les planteurs Ã la place de leur ristourne reÃ§urent un bordereau de paiement avec un compte dÃ©biteur vis-Ã-vis de l'usine.

Ce mÃ©me phÃ©nomÃ©ne se produit indistinctement dans toutes les usines de Guadeloupe et de Marie-Galante ; mais le hasard a voulu que ce soit les paysans de Sainte-Rose qui rÃ©agissent avec vÃ©hÃ©mence et entreprirent d'interpeller la Direction de l'usine Bonne-MÃ©re. Les dirigeants de l'UTA prirent le dossier en main dans le but de traduire le mÃ©contentement spontanÃ© en revendications gÃ©nÃ©rales.

A sa crÃ©ation, l'UTA regroupe deux catÃ©gories de travailleurs ayant des statuts juridiques diffÃ©rents : d'une part les ouvriers agricoles salariÃ©s et d'autre part les paysans, travailleurs indÃ©pendants. Mais ces deux catÃ©gories de travailleurs vivent dans les mÃ©mes conditions sociales ; d'ailleurs ce sont les mÃ©mes hommes et femmes qui exercent simultanÃ©ment les deux mÃ©tiers.

Les dirigeants de l'UTA Ã©taient tous des travailleurs agricoles n'ayant aucune formation syndicale, la plupart sachant Ã peine lire et Ã©crire ; mais tous avaient une dÃ©termination et une force de conviction qu'ils dÃ©gageaient dans leur langue maternelle, le crÃ©ole.

Un homme parmi tous se dÃ©gageait comme leader naturel et reconnu : il s'agissait de [Charles BALAGNE](#), 45 ans, ouvrier agricole qui fut Ã©lu SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral. Il devait dÃ©cÃ©der quelques mois plus tard,

tragiquement heurtÃ© par un vÃ©hicule dans la nuit du 4 avril 1971 durant la grande grÃ©ve. Sa disparition reste un mystÃ©re non Ã©clairci.

[1] Lire : [20 - 23 Mars 1967 : 4 jours de rÃ©volte populaire Ã Basse-Terre](#)

[2] Lire : [Les massacres des 26 & 27 mai 1967 Ã Pointe Ã Pitre](#)

[3] Une ristourne est une rÃ©duction de prix dÃ©terminÃ©e aprÃ©s facturation en fonction du volume des ventes rÃ©alisÃ©es avec lâacheteur. En gÃ©nÃ©ral, la somme lui est remboursÃ©e en fin d'annÃ©e, mais la contrepartie peut Ã©galement prendre la forme d'un service rendu par le vendeur.

[4] L'immigration massive de travailleurs Ã partir de 1852, principalement en provenance de l'Inde, est Ã©quivalente Ã une augmentation instantanÃ©e de la population adulte des zones sucriÃ©res et plus gÃ©nÃ©ralement d'agro-exportation d'environ 25 %, d'aprÃ©s les Statistiques coloniales. **Il s'agit donc de la crÃ©ation d'un vÃ©ritable volant de chÃ¢mage qui participe grandement au retournement du rapport de forces en faveur des sucriers dÃ©s 1870.** C'est aussi Ã cette pÃ©riode qu'on assiste au dÃ©veloppement des statuts de colon partiaire et d'ouvrier casÃ©. Le colon est un mÃ©tayer qui doit planter la plus grande partie de sa tenure en cannes, le reste Ã©tant rÃ©servÃ© Ã l'autoconsommation, vivres et Ã©levage. Le propriÃ©taire fournit gÃ©nÃ©ralement une partie des intrants, assure le labour et le transport de la rÃ©colte et prÃ©lÃ©ve de 2/3 Ã 1/3 de la valeur de cette derniÃ©re. Pendant les six mois de rÃ©colte annuelle, le colon travaille en tant que journalier pour l'usinier ou le distillateur Ã qui il livre ses cannes, c'est Ã dire le plus souvent son propriÃ©taire. Le colonat partiaire remplit ainsi trois fonctions : la mise en valeur de terres marginales Ã moindre frais, la fourniture d'un volume non nÃ©gligeable de cannes Ã- jusqu'Ã 10 % de l'approvisionnement total de certaines usines Ã cette Ã©poque - et l'entretien d'une rÃ©serve de force de travail pour le secteur agro-exportateur. C'est cette derniÃ©re fonction qui justifie principalement le dÃ©veloppement du deuxiÃ©me statut, l'ouvrier casÃ© Ã©tant un ouvrier, assez souvent permanent, Ã qui on attribue la jouissance d'une case et d'un jardin consacrÃ© Ã l'autoconsommation. Ãvidemment, casÃ©s ou colons, ces ouvriers constituent un noyau de travailleurs stables dans la sociÃ©tÃ© sucriÃ©re post-esclavagiste.